

Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

1^{er} Avril 2023

N° 293

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

Ensemble, plus forts



**contre notre ennemi
patronal commun !**

Éditorial

FACE AUX CAPITALISTES ET À LEURS LARBINS,
LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEURS LUTTES

Page 3

ADJAHUI :
LES TRAVAILLEURS DISENT
NON À L'AUGMENTATION DU
COÛT DE LA TRAVERSÉE EN
PINASSE !

Page 4

CONCOURS DE DÉMAGOGIE
ET CALCUL POLITICIEN
DANS LA BATAILLE POUR LA
MANGEOIRE

Page 7

France / retraite :
CONTINUER LA LUTTE,
NOMBREUX ET
DÉTERMINÉS !

Page 11-12

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>ÉDITORIAL :</u>	
- FACE AUX CAPITALISTES ET À LEURS LARBINS, LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEURS LUTTES	3
<u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u>	
- ADJAHUI : LES TRAVAILLEURS DISENT NON À L'AUGMENTATION DU COÛT DE LA TRAVERSÉE EN PINASSE !.....	4
- ILS SE MOQUENT DE LA VIE DES TRAVAILLEURS !.....	5
- USINE FIESTA : SE BATTRE POUR NOTRE SÉCURITÉ AU TRAVAIL, UNE QUESTION DE VIE OU DE MORT !.....	5
- OLGANE : UN DRAME À METTRE SUR LE COMPTE DE L'AVIDITÉ PATRONALE !.....	5
- CHANTIER PROJET P24 PLATEAU : CHEZ LAMBERT ELECTROMECC, LE PATRON NOUS VOLE VIS-À-VIS !.....	6
<u>LEUR SOCIÉTÉ</u>	
- CONCOURS DE DÉMAGOGIE ET CALCUL POLITICIEN DANS LA BATAILLE POUR LA MANGEOIRE	7
- QUAND LES NOSTALGIQUES DU POUVOIR RÊVENT D'Y REVENIR.....	7 - 8
- ÉLECTIONS 2023 : À CHACUN DE TROUVER SA PIÈCE COMPATIBLE !.....	8
- À CHACUN SON TRUC, POURVU QUE ÇA MÈNE À LA MANGEOIRE !.....	8
- CIE : C'EST QUAND LA FIN DE LA TONTINE DE COURANT ?.....	8 - 9
- LE PERMIS À POINTS POUR RÉDUIRE LES ACCIDENTS DE LA ROUTE ?....	9
- BIENTÔT LE BAL DES CAÏMANS : ILS ONT COMMENCÉ À FOURBIR LEURS CROCS !.....	9 - 10
- ENSEIGNEMENT PUBLIC : SOUS EFFECTIF ET PETITES PENSIONS POUR LES RETRAITÉS.....	10
- CES STRUCTURES SANITAIRES NON CONFORMES !.....	10
<u>DANS LE MONDE :</u>	
- France / retraite : CONTINUER LA LUTTE, NOMBREUX ET DÉTERMINÉS !	11 - 12

**FACE AUX CAPITALISTES ET À LEURS LARBINS, LES TRAVAILLEURS
NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEURS LUTTES**

En ce moment, les préoccupations des travailleurs et de tous ceux qui n'ont que leurs bras pour gagner leur vie, c'est avant tout de pouvoir joindre les deux bouts. Mais comment y arriver avec toutes ces augmentations de prix en cascade qui viennent à tout moment aggraver notre situation ? Tout dernièrement, ceux du quartier d'Adjahui ont vu le prix de la traversée en pinasse doubler du jour au lendemain, passant de 100 à 200 Fr. Il a fallu la colère des usagers pour que les exploitants soient contraints de revenir à l'ancien prix.

En face, les salaires ne suivent pas. Alors, il faut compter le moindre franc qu'on dépense et se montrer vigilant pour ne pas être grugé par son employeur qui aurait « *oublié* » un pointage, comme cela arrive souvent. Il faut aussi se battre pour faire valoir ses droits face aux exploiters. Combien d'entre nous n'avons toujours pas reçu les 15.000 francs d'augmentation du Smig officiellement en vigueur depuis le début du mois de janvier 2023 ? Exploiteurs, les patrons le sont tous, mais nombre d'entre eux sont en plus des voleurs et des escrocs ! D'ailleurs, même les 15.000 Fr accordés par le gouvernement en guise de revalorisation du Smig ne sont qu'une misère face à la cherté de la vie. Seule une lutte collective des travailleurs peut obliger le gouvernement et le patronat à revoir cette augmentation à la hausse à la mesure des augmentations des prix que nous subissons.

Pendant ce temps, les politiciens au pouvoir comme ceux de l'opposition sont plus préoccupés par la préservation de leur fauteuil ou de la manière de ravir celui de leurs rivaux à l'occasion des élections régionales, municipales et sénatoriales qui auront lieu dans quelques mois. Ils nous abreuvons de leur démagogie et de leurs promesses de toutes sortes. Nous aurons à nous en méfier car ils n'hésiteront pas à nous opposer les uns contre les autres pour parvenir à leurs fins.

Certains nous disent que les habitants d'une « *nation* » ont les mêmes intérêts, on voit clairement qu'ils mentent ! Les uns, en l'occurrence nous les travailleurs, nous vendons notre force de travail tandis que les autres, les capitalistes, l'achètent pour en tirer profit. Les premiers créent les richesses par leur travail, les seconds se les accaparent. Alors, non, nous n'avons pas les mêmes intérêts et n'en déplaît à ces démagogues, nous ne devons pas mélanger les torchons et les serviettes ! Les travailleurs ne peuvent compter que sur leur force collective et leur capacité de s'organiser pour défendre leurs intérêts contre leurs exploiters et contre le gouvernement et les politiciens à la solde de ces derniers.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ADJAHUI : LES TRAVAILLEURS DISENT NON À L'AUGMENTATION DU COÛT DE LA TRAVERSÉE EN PINASSE !

Adjahui est un village Ébrié de la commune de Port-Bouët mais très proche de la commune de Koumassi. Il s'agit d'un quartier très précaire, la majorité des habitants sont des ouvriers et de petits vendeurs. L'accès à l'eau potable et à l'électricité y est difficile. Pour se rendre dans ce quartier, le chemin le plus court est par la voie lagunaire. Elle est exploitée par différents propriétaires de gares : Azia, Bia-sud, Chap-chap, Étage rouge, Marie-claire, Débordo, etc.

Le lundi 20 mars, les propriétaires de pinasses ont augmenté le coût de la traversée, passant de 100 Fr à 200 Fr. Ils ont justifié cette augmentation par la hausse du prix du carburant et par les « *reformes* » exigées par la marine nationale en équipements et aménagements des pinasses. Dans tous les cas, cela n'a pas convaincu la population d'Adjahui qui s'est soulevée comme un seul homme, pour dire non à cette augmentation.

La situation a dégénéré à la gare lagunaire « *Étage rouge* » lorsqu'une vendeuse de ticket a rétorqué à une passagère que si elle n'avait pas les 200 Fr pour s'acheter le titre de transport qu'elle aille dormir à la maison. La passagère lui a répondu par une gifle. Ainsi commença la bagarre entre les passagers et les gestionnaires de cette gare de pinasse. Ces derniers avaient déjà pris soin de mettre en place une équipe de sécurité pour faire appliquer la nouvelle règle tarifaire. Cette

passagère fut bastonnée par les agents de la sécurité, ce qui a élevé le niveau de la révolte. Du coup, toutes les gares ont été attaquées par un groupe de femmes déterminées ainsi que des jeunes. La chefferie du village a été assiégée durant deux jours par les femmes opposées à cette augmentation.

Toutes les gares ont été fermées. Les propriétaires de pinasses ont évacué leurs embarcations au milieu de l'eau de peur qu'elles soient brûlées. Ils ont appelé la police à la rescousse. Ce fut alors un affrontement entre les habitants et la police qui a fait usage de gaz lacrymogènes. Cela a duré deux jours.

Ainsi, le lundi 20 et le mardi 21 mars, des élèves n'ont pas pu se rendre à l'école, de même que certains travailleurs et petits vendeurs qui devaient aller chercher leurs marchandises. La voie terrestre passant par l'aéroport est un parcours de combattant. Certains ont marché près de 10 km ; d'autres ont été aidés par des camions bennes.

Cette situation a causé la mort de deux collégiens qui ont voulu traverser à la nage pour rentrer chez eux.

Finalement, les propriétaires des pinasses ont reculé devant la mobilisation, comme en 2016 lorsqu'ils ont voulu faire une augmentation de 50 % sur les tarifs de transport. Cela montre que la mobilisation est payante !

ILS SE MOQUENT DE LA VIE DES TRAVAILLEURS !

Les ouvriers de l'entreprise Chec sont à l'œuvre pour l'aménagement du carrefour Akwaba. De ce fait, on comprendrait que les gens du gouvernement, de la Cnps ou de l'Agéroute (Agence de Gestion des Routes qui suit les travaux), viennent vérifier que les EPI (équipements de protection individuelle) et les mesures de sécurité pour protéger les travailleurs contre les accidents de travail sont conformes aux normes en vigueur. Ce qui n'est justement pas le cas. Mais au lieu de cela, l'Agéroute s'est illustrée dans une manœuvre de diversion en organisant avec

une ONG « *panafricaine* », sous un chapiteau érigé sur le chantier même, un colloque sur le « *VIH Sida, le Covid 19, les violences basées sur le genre et la sécurité routière* ». Les travailleurs du chantier ont été conviés à écouter de beaux discours sur la santé, sur la manière de se protéger contre les virus, sur les dangers de la route et autres, mais pas un mot sur les risques mortels qu'ils encourent quotidiennement sur les chantiers où ils travaillent.

C'est ce qu'on appelle, du n'importe quoi !

USINE FIESTA : SE BATTRE POUR NOTRE SÉCURITÉ AU TRAVAIL, UNE QUESTION DE VIE OU DE MORT !

Le 28 mars dernier, un violent incendie a ravagé l'usine Fiesta, une entreprise de fabrication de matelas située à Petit Bassam dans la commune de Port-Bouët. Même si les travailleurs de cette entreprise ont tous réussi à sortir indemnes, les dégâts sont importants car l'essentiel de l'usine est partie en fumée. L'incendie était tellement puissant que pour en arriver à bout, il a fallu la conjonction des efforts des sapeurs-pompiers, ceux du Port autonome d'Abidjan et même ceux des forces françaises.

Cette usine est connue pour ses conditions de travail particulièrement difficiles. La direction foule aux pieds les dispositions de sécurité les plus élémentaires. Les ouvriers travaillent sans protection adéquate alors qu'ils sont exposés à des produits chimiques dangereux. Ils sont fréquemment hospitalisés ; en ce moment même l'un d'entre eux est au CHU.

Nous refusons d'être des victimes. Il est plus qu'urgent de mettre sur la table la question de notre sécurité au travail !

OLGANE : UN DRAME À METTRE SUR LE COMPTE DE L'AVIDITÉ PATRONALE !

Récemment, un travailleur journalier a trouvé la mort par électrocution dans l'usine de fabrication d'eau minérale, Olgane, située à Bonoua. Ayant pris le service le matin, il a signalé un problème électrique, une mauvaise masse au niveau de sa machine. Une direction un peu responsable aurait fait arrêter le travail immédiatement, le temps que le problème soit entièrement résolu. Oh que non, le travail a continué ! C'est ainsi que ce qui devait arriver arriva, le travailleur a été électrocuté et projeté, et il est mort sur le coup.

La direction, non sans verser quelques larmes de crocodile, a annoncé une enquête pour situer les responsabilités. Mais pas besoin d'enquête pour se rendre compte que la responsabilité de cette direction crève les yeux. Mais en pareille circonstance, ils sont rarement inquiétés.

Pour les patrons, les travailleurs ne sont que de la chair à exploiter. C'est à nous de nous organiser pour mettre fin à cette situation révoltante qui nous coûte la vie !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CHANTIER PROJET P24 PLATEAU : CHEZ LAMBERT ELECTROMECC, LE PATRON NOUS VOLE VIS-À-VIS !

Lambert Electromec est une entreprise du BTP qui s'occupe des travaux de plomberie, électricité, tuyauterie, etc. C'est elle qui a en charge la réalisation des travaux de finition de l'immeuble P24, un projet de construction d'un immeuble de R + 12 en plein cœur de la commune du plateau. Il y a plus d'une centaine d'ouvriers, leur mécontentement est grand.

Voici le récit de l'un d'entre eux :

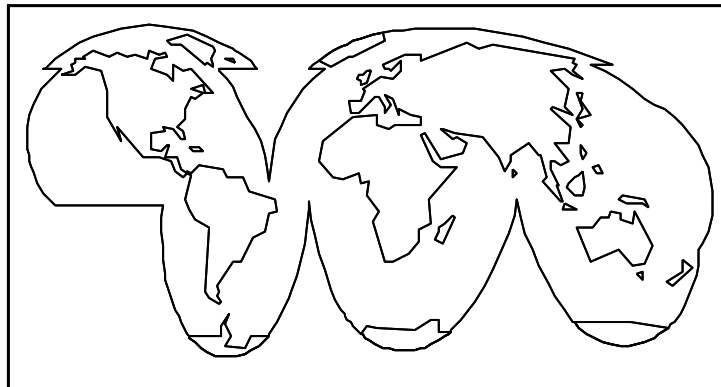
« Nous travaillons pour cette entreprise depuis plusieurs années, avant qu'elle ne nous mette dans une nouvelle structure de placement de main d'œuvre appelée Rosapark. En 2020, la direction a réduit notre salaire sous prétexte de Covid. Depuis lors, le travail du samedi est pointé en heures normales.

Aujourd'hui on ne parle plus de Covid et pourtant la direction refuse de revenir à la situation d'avant. Nous avons plusieurs fois

fait des réclamations, en vain. Voilà que ce mois de mars, elle nous a fait des retenues sur salaire sans explication. Certains de nos collègues ont eu 30.000 à 40.000 Fr de moins sur leur paie. Nous avons envoyé quelques camarades pour savoir les raisons de cette nouvelle ponction sur un salaire de misère qui varie entre 150.000 et 200.000 Fr. Pour toute réponse on nous a dit qu'on pouvait aller où bon nous semble pour faire vérifier nos bulletins !

Face à ce comportement méprisant, le jeudi 30 mars, nous avons voulu marquer un arrêt de travail pour protester, mais certains de nos collègues ont conseillé de déposer un préavis de grève pour nous protéger d'un licenciement collectif, le temps aussi de bien nous organiser pour faire face à l'attaque du patron. Mais c'est quelle affaire de préavis ça ? Est-ce que le patron, avant de nous voler de la sorte nous a donné un quelconque préavis ? Tant que nous nous laisserons faire, il continuera à nous voler ! »

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

CONCOURS DE DÉMAGOGIE ET CALCUL POLITICIEN
DANS LA BATAILLE POUR LA MANGEOIRE

Les élections régionales et municipales auront lieu en septembre 2023, les sénatoriales le mois suivant, les journaux ne parlent que de cela en ce moment. Et pour cause, il y a une redistribution des postes de sinécure. Nous ne tarderons pas à savoir les regroupements qui se feront dans cette bataille autour de la marmite. Les Bédié et les Gbagbo ensemble ? Les Affi N'Guessan avec les Ouattara ? Et les Simone Gbagbo et autres Blé Goudé ? Dans tous les cas, ces politiciens même quand ils se parent d'étiquettes différentes et se battent comme des chiffonniers, ne sont pas de notre camp mais de celui des classes possédantes.

Il y a des travailleurs qui se demandent si certains ne sont pas plus « à gauche » ou plus démocrates que d'autres et qui auraient une vision différente de la société. Il nous suffit de remonter un peu dans le temps pour comprendre que tout cela n'est qu'illusion. Ainsi, il y a quelques années, un certain François Wodié, du « Parti des Travailleurs », était avec Gbagbo contre Bédié et puis il a rejoint ce dernier pour accéder à la mangeoire. Quant à Gbagbo, il s'était alors mis avec Ouattara, son adversaire de la veille, pour s'opposer à Bédié. Ensuite, ce fut le tour de ce même Bédié de se marier avec Ouattara, cette fois-ci, contre Gbagbo. Et maintenant, à l'occasion des prochaines élections locales, c'est un nouveau mariage entre Gbagbo et Bédié qui se profile à

l'horizon.

Que dire d'un pion comme Blé Goudé, dans cette histoire ? On peut imaginer qu'il se vendra au plus offrant si quelqu'un veut bien de lui et lui offrira un petit strapontin à sa mesure. En un mot, leur « vision » à eux tous c'est la mangeoire ! Qu'ils se prennent pour des « démocrates » ou des « républicains », ils ont tous manié l'ethnisme, le régionalisme ou la xénophobie pour parvenir à leurs fins. Certains n'ont pas hésité à recourir au tristement célèbre « article 125 » (100 Fr de pétrole et 25 Fr pour l'allumette qui servira à brûler vive une personne jugée indésirable). Tous ont du sang sur les mains et ont enjambé des cadavres pour parvenir au pouvoir ou pour s'y accrocher. Les victimes sont généralement issues des couches pauvres de la population. Ce n'est pas une histoire ancienne puisque les principaux rivaux d'hier sont les mêmes que ceux d'aujourd'hui. Chacun n'a à la bouche que les mots « réconciliation » et « paix » mais ils sont prêts à ressortir leurs discours de haine pour opposer les populations pauvres les unes aux autres pour satisfaire leurs ambitions personnelles. Ce sont des ennemis des travailleurs. Nous n'avons aucun intérêt à nous mettre à la remorque de ces assoiffés de pouvoir mais plutôt à nous regrouper entre nous par-delà nos origines ethniques, religieuses ou géographiques pour défendre nos intérêts communs face à nos exploités et nos oppresseurs.

QUAND LES NOSTALGIQUES DU POUVOIR RÊVENT D'Y REVENIR

Dano Djédjé, un des actuels bras droits de Gbagbo au sein de son parti le Ppa-Ci a déclaré que la « soi-disant performance économique (de Ouattara) ne profite pas à la grande majorité des ivoiriens qui ploient sous le poids de la pauvreté donc de la misère. Que fait-on de la cherté de la vie ? ». En effet, on peut observer à vue d'œil que les classes pauvres s'enfoncent toujours plus dans la pauvreté alors que les richesses s'accumulent entre les mains d'une petite minorité.

Mais ce monsieur feint d'oublier que lorsque Gbagbo était pouvoir (de 2000 à 2010) et que lui-même fut ministre durant ces 10 années, malgré toutes les augmentations des prix, les travailleurs n'ont pas eu d'augmentation de salaire. Le gouvernement de Gbagbo et d'Affi N'Guessan avait alors « négocié » avec les dirigeants syndicaux pour contrecarrer toute grève sous prétexte de « reconstruction nationale ». Comme sous Ouattara aujourd'hui, ils ont à plusieurs

L E U R S O C I E T E

reprises envoyé les forces armées pour réprimer des travailleurs en grève. Ils ont aussi réprimé à coups de grenades lacrymogènes des femmes et des enfants qui manifestaient contre la cherté de la vie !

Ce même Dano Djédjé a ajouté qu'il suit le président Gbagbo « *pour l'idéal et la vision qu'il incarne : le socialisme, la démocratie, la liberté* ». En tout cas, de nombreux capitalistes comme Vincent Bolloré, une des plus grandes fortunes de France, ont été ravis de collaborer

avec leur ami « *socialiste* » Gbagbo lorsque celui-ci était au pouvoir. Sa « démocratie », c'était plutôt la chicotte contre les travailleurs quand ceux-ci se montraient un peu trop revendicatifs au goût des riches. Quant à la « *liberté* », les exploiters capitalistes sont bien placés pour savoir qu'il s'agit de leur liberté d'exploiter les travailleurs ! D'ailleurs, Bédié et Ouattara ne peuvent qu'être d'accord avec cette salade arrangée à leur sauce ! Voilà pourquoi, ils s'entendent malgré tout comme larrons en foire.

ÉLECTIONS 2023 : À CHACUN DE TROUVER SA PIÈCE COMPATIBLE !

Les partis politiques se préparent à aligner leurs candidats aux élections municipales et régionales qui auront lieu au mois de septembre.

Le cas de Bouaké est un exemple qui montre ce que sont tous ces gens. Dans cette ville, le Rhdp dit qu'il a aligné sa « *pièce maîtresse* », l'actuel ministre des Transports, un certain Amadou Koné, cousin dit-on de feu Amadou Gon Coulibaly, ex-Premier ministre du

président en place. Dans un passé pas si lointain, ce même monsieur était directeur de cabinet de Soro Guillaume durant la rébellion. Il y en a qui verrai là un grand écart ? Il est pourtant bien compatible ! Demain on pourrait peut-être le voir du côté d'un Gbagbo ou d'un Bédié, contre Ouattara. Dans tous les cas, il vous dira tranquillement, comme les autres, qu'il est là pour « *défendre les intérêts du peuple* ». En effet, ça ne mange pas de pain, et surtout si ça lui remplit la panse.

À CHACUN SON TRUC, POURVU QUE ÇA MÈNE À LA MANGEOIRE !

Serges Koffi, Secrétaire Général de la Fesci de 2003 à 2005, vient de créer son mouvement politique dénommé « *Alliance de l'ivoirien nouveau* » (ADN), et s'est positionné pour les prochaines élections locales. Il dit que son mouvement est une « *tribune de promotion du pardon, de la paix et de la cohésion sociale* ». Rappelons qu'il a tout de

même des illustres devanciers : Ahipaud Martial, Soro Guillaume et Blé Goudé.

À chacun ses armes : pour certains, il y a un temps pour les machettes et un temps pour proposer ses services en se prévalant d'un quelconque blabla. Du moment que ça mène à la soupe !

CIE : C'EST QUAND LA FIN DE LA TONTINE DE COURANT ?

Depuis la fin du mois de février, des coupures récurrentes d'électricité deviennent de plus en plus insupportables. Il y a eu au moins trois grosses coupures qui ont affecté toutes les communes d'Abidjan et plusieurs autres localités du pays. Les deux premières coupures générales ont eu lieu dans la dernière semaine de février. C'est seulement

à la seconde que la CIE a expliqué que cela était dû à un navire qui aurait sectionné un câble haute-tension lors de sa traversée du canal de Vridi. Le 7 mars, le même scénario s'est encore répété. Cette fois-ci, la CIE a pondu un communiqué faisant état d'incidents techniques sur le réseau.

L E U R S O C I E T E

Depuis lors, les coupures se déplacent d'un quartier à un autre ou d'une ville à une autre. Cela s'apparente fortement à un délestage qui ne veut pas dire son nom. C'est pourquoi les populations l'ont nommé « *tontine de courant* » : chacun son tour.

Le vrai problème est que les installations sont en surcapacité et vieillissantes. Avec le début des fortes chaleurs, l'augmentation de la demande met à rude épreuve les installations. Au moins, deux transformateurs et un poste de

dispatching ont déjà pris feu. L'État et la CIE investissent le moins possible et veulent en tirer le maximum de profit en vendant de l'électricité aux pays voisins.

Il semblerait que les quartiers riches soient exemptés de cette « *tontine* », mais dans tous les cas les habitants riches de ces quartiers ont des moyens de faire face à ces coupures car ils sont généralement équipés d'un groupe électrogène pour parer à toute défaillance.

LE PERMIS À POINTS POUR RÉDUIRE LES ACCIDENTS DE LA ROUTE ?

Le permis à points est entré en vigueur depuis le début du mois de mars. Désormais chaque permis est doté de 12 points que le conducteur peut perdre ou gagner en fonction de sa conduite sur les routes. La perte des 12 points entraîne le retrait du permis.

Par cette nouvelle mesure, les autorités prétendent réduire de moitié le nombre d'accidents d'ici 2025. Selon le gouvernement, s'il y a des accidents, c'est surtout parce que les chauffeurs seraient indisciplinés, mal formés et conduiraient mal. C'est en tout cas le message que cette campagne veut nous envoyer.

Pourtant un mois après, on voit encore les Gbaka faire des manœuvres douteuses devant les caméras de surveillance censées pourtant veiller à la bonne conduite des automobilistes. Le besoin de faire toujours

plus de recettes reste encore plus forte que la peur de perdre des points.

La majorité des accidents impliquent des cars de voyages, des Massa ou des Gbaka. La plupart de ces véhicules sont vieux et mal entretenus. Vu leur aspect, on se demande comment ils arrivent à passer leur visite technique chaque année. De plus, tous ces véhicules sont souvent en surcharge. En cas d'accident, il n'est pas facile aux usagers de pouvoir s'en extirper. Mais pour le moment les autorités ne veulent pas regarder vers ce côté-là de la question, sans parler du processus d'acquisition des permis qui reste toujours douteux et entaché de corruption.

Il est plus facile de mettre le système du permis à points plutôt que de lutter contre les véritables causes des accidents de la circulation.

BIENTÔT LE BAL DES CAÏMANS : ILS ONT COMMENCÉ À FOURBIR LEURS CROCS !

En octobre, vont se tenir les élections municipales en Côte d'Ivoire. En prévision de cela, les trois grands partis ont commencé à battre le rappel de leurs troupes.

Le PDCI, ancien parti unique au pouvoir de 1960 à 1993, a tenu le jeudi 30 mars son septième congrès extraordinaire dans leur siège d'Abidjan. Le lendemain, c'est le PPA-CI, le nouveau parti de l'ancien président Laurent Gbagbo qui a rassemblé ses partisans pour célébrer la 1^{ère} Fête de la « *renaissance* », commémorant sa libération de la prison de la Hayes. Un second

rassemblement est prévu pour le samedi 1^{er} avril au Palais des sports de Treichville.

Le RHDP, le parti au pouvoir, n'est pas en reste. Il prévoit un rassemblement pour le 11 avril à l'hôtel du Golf : « *une journée du souvenirs* », pour commémorer leur prise du pouvoir et certainement aussi la chute de Gbagbo.

À quelques six mois des futures municipales, toutes les occasions sont bonnes pour mobiliser et resserrer les rangs de leurs militants.

L E U R S O C I E T E

L'angoisse commence déjà à prendre dans la population à Abidjan. Nombre de parents prévoient de mettre leurs progénitures à l'abri loin d'Abidjan à l'approche de ces élections. Le souvenir des bagarres sanglantes que se sont livrées les dirigeants de ces trois partis sont encore vifs

dans les mémoires des habitants de ce pays. Certes, les protagonistes ont vieilli entre temps mais le mauvais vin ne se bonifie pas en prenant de l'âge, dit-on. Les populations ont raison de se méfier. On a vu qu'eux et leurs clans respectifs sont capables de tout pour accéder ou se maintenir à la mangeoire.

ENSEIGNEMENT PUBLIC : SOUS EFFECTIF ET PETITES PENSIONS POUR LES RETRAITÉS

Pour combler le déficit d'enseignants dans les lycées et collèges publics, notamment dans les matières scientifiques, le gouvernement a demandé aux professeurs fonctionnaires partis à la retraite depuis les deux dernières années, de reprendre leur fonction. Des étudiants et des jeunes sans-emplois n'étaient pas contents d'entendre cela surtout que le président de la république avait déclaré « 2023, l'année de la jeunesse ».

C'est normal que des jeunes en quête d'emplois soient en colère. Le déficit d'enseignants de la maternelle au lycée dans

les établissements publics ne date pas d'aujourd'hui. À l'intérieur du pays, c'est parfois un enseignant de primaire pour deux ou trois classes. Dans les lycées et collèges, le manque est réel. Chaque année au concours d'entrée à l'École Normale Supérieure d'Abidjan (ENS), le gouvernement ne recrute qu'une poignée de candidats sur des milliers de diplômés qui ne demandent qu'à combler ce déficit.

Quant à ceux qui partent à la retraite, leur pension est si petite qu'elle ne permet pas de vivre. Ce qui oblige souvent les anciens à travailler malgré eux.

CES STRUCTURES SANITAIRES NON CONFORMES !

La Direction des Établissements et des Professions Sanitaires (DEPPS) a procédé à la fermeture de 18 établissements sanitaires privés à Bonoua pour « défaut d'autorisation, ouverture et exploitation illégale et exercice non autorisé des professions de santé ». 23 autres ont reçu une mise en demeure. Cette action a porté sur 45 établissements ; ainsi 91% des établissements visités n'étaient pas en règle.

En outre, sur l'ensemble du territoire national, 3 273 établissements sanitaires privés ont été cartographiés. C'est qu'il doit y en avoir bien plus, vu leur nombre dans nos quartiers à Abidjan.

Les pratiques à l'intérieur des dits centres ou infirmeries de quartier laissent à désirer : vente de médicaments périmés, hygiène douteuse, protocole non respecté, etc. Ce qui en fait de vrais nids de contamination et de vrais mouroirs.

Que ces centres pullulent, cela vient de la démission de l'État dans ce domaine. Les centres de santé publics sont en nombre insuffisant et il manque aussi du personnel qualifié. Et tout cela agit sur la qualité du service.

Par ailleurs, les cliniques privées qui possèdent des moyens techniques ou une qualité de services assez acceptable sont hors de prix pour la majorité de la population. Dans ce contexte, les populations pauvres n'ont pas le choix et sont obligées de se rabattre sur les établissements sanitaires de quartiers en risquant leur vie.

C'est à l'État de trouver les fonds pour multiplier les centres de santé digne de ce nom et former un personnel qualifié. Il a bien trouvé 1 800 milliards à distribuer aux entreprises depuis la Covid 19 ! Mais quand il s'agit de mettre de l'argent et des moyens pour soigner les populations pauvres, c'est au compte-gouttes.

FRANCE

C'est finalement par le truchement de l'article 49.3 de la constitution française que Macron a fait passer sa réforme des retraites qui allonge l'âge de départ à la retraite des travailleurs de 62 à 64 ans. Une loi scélérate dénoncée par des millions de travailleurs en France depuis plusieurs mois dans les rues. Nous publions ci-après l'éditorial de l'hebdomadaire de nos camarades de Lutte Ouvrière le 31 mars 2023.

CONTINUER LA LUTTE, NOMBREUX ET DÉTERMINÉS !
--

En recourant au 49.3 et en étalant sa morgue, Macron a donné un second souffle à la mobilisation. Depuis ce moment, les manifestations spontanées, les rassemblements de soutien aux grévistes des raffineries ou du nettoyage, les distributions de tracts et les débrayages dans les entreprises se multiplient.

Les journées de jeudi 23 et mardi 28 ont confirmé ce regain de colère. Après plus de deux mois de contestation et dix journées de mobilisation, les cortèges ont partout été massifs et renforcés par la présence de la jeunesse, atteignant parfois un record de participation. Tous ceux qui ont manifesté étaient fiers de répondre comme il le fallait au passage en force de Macron.

Le retour des black-blocs a nourri les chaînes de télévision, avides d'images spectaculaires. Pour ces chaînes, qui appartiennent pour la plupart à la grande bourgeoisie et servent ses intérêts, c'était l'occasion rêvée pour dénigrer la mobilisation, assimiler les manifestants à des casseurs et surtout faire peur. Autrement dit, pour servir la soupe à Macron.

Mais l'essentiel à retenir, ce ne sont pas les poubelles en feu et les affrontements avec les forces de répression en marge des cortèges syndicaux. Le plus important est que le sentiment d'injustice et de colère grandit dans le monde du travail. C'est que de plus en plus de travailleuses et de travailleurs rejoignent la mobilisation et s'opposent à la politique féroce antiouvrière du gouvernement et du grand patronat.

La grève des éboueurs en est le symbole. Bas salaires, absence de reconnaissance, mauvaises conditions de

travail, faibles possibilités d'évolution... les éboueurs représentent une des catégories les plus exploitées du monde ouvrier. Eh bien, ils nous montrent comment relever la tête !

Ils nous rappellent la force que représentent les travailleurs qui font tourner la société. Une minorité richissime peut trôner au sommet et acheter à peu près tout ce qu'elle veut grâce à ses milliards, mais s'il n'y a personne pour ramasser ses poubelles, son monde peut vite devenir un enfer.

La radicalité n'est pas de mettre le feu aux poubelles, c'est de ne pas les ramasser tant que les travailleurs n'ont pas obtenu satisfaction. Pour se faire respecter, à la fois de Macron et du grand patronat, rien n'est plus radical et efficace que de se mettre en grève, d'arrêter la machine à profits des capitalistes et d'occuper les lieux de travail.

Le pouvoir mise sur la répression, les coups de matraque, les violences policières et les réquisitions de grévistes pour mettre un terme à ce mouvement. Cela lui serait impossible avec une grève se propageant à toutes les entreprises. Aucune compagnie de CRS ne serait en mesure de déloger les millions de grévistes et encore moins de les remplacer à leurs postes de travail.

C'est la grève qui peut nous donner la force de faire plier Macron. Pour l'instant, il joue les inflexibles. Il a néanmoins dû renoncer aux fastes de Versailles et au dîner royal prévu avec Charles III. Pour le reste, il n'a pas bougé d'un centimètre. Il s'est même moqué des chefs syndicaux en se disant à leur disposition pour discuter de tout, sauf de la retraite à 64 ans !

Son attitude ne s'explique pas seulement par une mégalomanie aiguë.

Macron est dans son rôle. Il gouverne pour la bourgeoisie, c'est-à-dire contre les travailleurs.

Macron l'a expliqué dans son interview au journal télévisé : « *Il n'y a pas 36 solutions pour équilibrer le régime des retraites.* » C'est vrai, il y en a deux : faire payer la grande bourgeoisie dont les coffres forts débordent ou prendre sur la retraite des travailleurs.

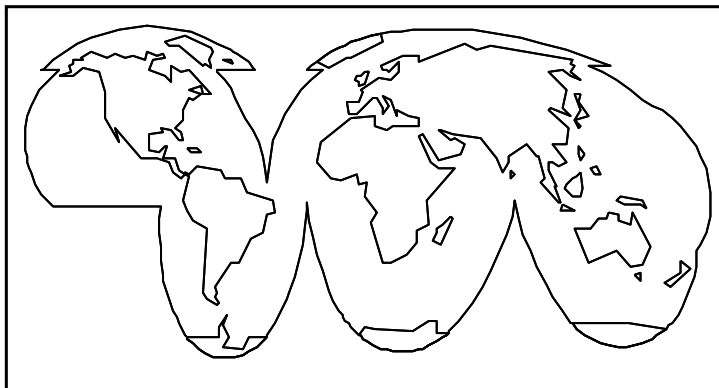
Alors, le bras de fer est là, il faut le mener jusqu'au bout. Le combat n'est pas facile car la bourgeoisie, même richissime, est déterminée à ne rien céder. Malgré des profits et des dividendes record, elle est toujours sur le pied de guerre pour aggraver l'exploitation, baisser les salaires et écraser les droits des travailleurs. Car il lui faut

conserver son rang, et donc accumuler toujours plus et plus vite que ses concurrents, cela dans une situation économique qui se tend avec la crise, les faillites bancaires et les menaces de guerre.

Alors, oui, la bourgeoisie et Macron ne veulent pas céder. Eh bien, à nous de faire preuve d'autant de détermination dans le combat !

Avec cette contestation, une brèche a été ouverte. Profitons-en pour nous regrouper et exprimer nos revendications dans chaque entreprise. Partout, discutons et organisons-nous. Et continuons de nous retrouver le plus nombreux possible dans la rue. Ce que le gouvernement fait, les travailleurs en grève peuvent le défaire !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.